



RAPPORT DU COMITE DES CONTRIBUTIONS

ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-SEPTIEME SESSION

SUPPLEMENT No 10 (A/5210)

NATIONS UNIES

RAPPORT DU COMITE DES CONTRIBUTIONS

ASSEMBLEE GENERALE
DOCUMENTS OFFICIELS : DIX-SEPTIEME SESSION
SUPPLEMENT No 10 (A/5210)



NATIONS UNIES
New York, 1962

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
I. — Composition du Comité	1
II. — Mandat	1
III. — Examen du barème des quotes-parts pour les exercices 1962-1964.	1
IV. — Quotes-parts des nouveaux Etats Membres	3
V. — Quotes-parts des nouveaux Etats Membres pendant l'année d'admission	4
VI. — Recouvrement des contributions	4
VII. — Etude des dispositions en vue de faciliter le paiement des contributions des Etats Membres en des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis	5
VIII. — Barème des quotes-parts des institutions spécialisées	7

ANNEXES

I. — Opinion dissidente de M. S. Raczkowski (Pologne) et de M. Rochtchine (Union des Républiques socialistes soviétiques)...	9
II. — Proportion de leurs quotes-parts que les nouveaux Etats Membres ont payée l'année de leur admission à l'Organisation.....	11

I. — COMPOSITION DU COMITE

1. La vingt et unième session du Comité des contributions s'est tenue à l'Office européen des Nations Unies (Genève) du 18 juillet au 1er août 1962. Étaient présents les membres suivants:

M. Antonio Arráiz,
M. Raymond T. Bowman,
M. C. H. W. Hodges,
M. C. S. Jha,
M. F. Nouredin Kia,
M. Sidney Pollock,
M. José Pareja y Paz Soldán,

M. Stanislaw Raczkowski,
M. Maurice Viaud.

2. M. P. Tchernychev, qui est membre du Comité, n'a pu assister à la session et a désigné M. A. A. Rochitchine pour le représenter; le Comité a accepté cette désignation, étant entendu que le suppléant se tiendrait en rapport avec le membre qu'il représentait.

3. Le Comité a réélu M. Jha président et a élu M. Arráiz vice-président. M. Jha a dû quitter le Comité le 25 juillet et M. Arráiz a assuré la présidence pendant le reste de la session.

II. — MANDAT

4. Les textes généraux relatifs au mandat du Comité ont été reproduits dans l'annexe à son rapport à l'Assemblée générale (seizième session)¹. A cette session, l'Assemblée, dans ses résolutions 1691 A (XVI) et 1691 B (XVI), a prié le Comité de s'acquitter de certaines tâches particulières à sa session de 1962. Le paragraphe 5 du dispositif de la résolution 1691 A (XVI) est ainsi conçu:

"Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 ci-dessus [portant approbation par l'Assemblée du ba-

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Supplément No 10 (A/4775 et Corr.1.).

reème des quotes-parts recommandé pour 1962 à 1964], le Comité des contributions examinera à sa session de 1962 le barème des quotes-parts pour les exercices 1962, 1963 et 1964 compte tenu des débats de la Cinquième Commission à la seizième session ainsi que des renseignements nouveaux qui pourraient lui être fournis et il présentera un rapport sur cette question à l'Assemblée générale lors de sa dix-septième session, étant entendu qu'au cas où l'Assemblée générale remanierait, lors de sa dix-septième session, le barème des quotes-parts figurant au paragraphe 1 ci-dessus, le montant des contributions pour 1962 sera modifié en conséquence."

III. — EXAMEN DU BAREME DES QUOTES-PARTS POUR LES EXERCICES 1962-1964

5. Le Comité a examiné le barème des quotes-parts pour les exercices 1962, 1963 et 1964 compte tenu des débats de la Cinquième Commission à la seizième session ainsi que des renseignements nouveaux qui lui ont été fournis. A cet égard, le Comité a été informé que le Secrétaire général avait, en mars 1962, pris des dispositions indiquées ci-après en vue de faire établir la documentation dont le Comité aurait besoin à sa session de 1962, qui était prévue pour le mois de juillet:

i) Le Secrétaire général avait invité les Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique, de la Hongrie, du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à désigner chacun un économiste-statisticien en vue de constituer un groupe d'experts qui aiderait le Secrétariat à établir la documentation nécessaire;

ii) Un questionnaire statistique avait été envoyé aux gouvernements des Etats Membres qui établissent leurs statistiques du revenu national en se fondant sur la notion de "produit matériel net" au lieu d'utiliser le système de comptabilité nationale de l'Organisation des Nations Unies.

La réunion du groupe d'experts, à laquelle le Président et les membres américain et soviétique du Comité des contributions avaient été priés d'assister en qualité d'observateurs, a été annulée, cependant, vers la fin du mois de juin, car l'un des quatre gouvernements invités

à désigner un expert n'en avait point nommé et l'on ne possédait pas assez de renseignements. Sur les 10 Etats Membres auxquels le questionnaire avait été adressé, quatre y ont répondu.

6. En examinant le barème des quotes-parts, le Comité a étudié à nouveau la question qui avait été soulevée à la Cinquième Commission et par certains de ses membres, à savoir l'importance qu'il convenait de donner aux deux facteurs concernant la "désorganisation temporaire des économies nationales provoquées par la seconde guerre mondiale" et la "mesure dans laquelle les membres peuvent se procurer des devises étrangères", éléments qui étaient considérés dans le mandat primitif du Comité adopté par l'Assemblée générale dans sa résolution 16 (I), en date du 13 février 1946², comme comptant parmi les principaux facteurs à faire entrer en ligne de compte pour éviter de provoquer des anomalies dans la répartition en se fondant uniquement sur les évaluations comparées du revenu national. Certains membres du Comité ont souligné que la désorganisation provoquée par la guerre en Union soviétique et dans certains autres pays d'Europe orientale était si profonde et si durable qu'il fallait prévoir un dégrèvement

² Pour les textes généraux relatifs au mandat du Comité, voir Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Supplément No 10 (A/4775 et Corr.1.), annexe.

spécial à ce titre en calculant leur "revenu imposable" aux fins du paiement de leur quote-part. D'autres membres du Comité ont fait valoir que les conséquences de la désorganisation temporaire mentionnée par l'Assemblée générale continuaient à se faire sentir dans beaucoup d'autres pays, où elles avaient des répercussions, notamment, sur l'accroissement démographique et sur les problèmes de logement; la reprise économique en Europe orientale avait été très rapide, semblait-il, après la guerre et, de toutes façons, les effets de la désorganisation provoquée par la guerre se reflétaient déjà, pour ces pays comme pour les autres, dans les évaluations du revenu national. Pour quelques membres du Comité, les graves difficultés qu'éprouvent certains Etats Membres à se procurer des dollars en exportant vers les pays dont les monnaies sont convertibles devraient être prises en considération et constituer un motif supplémentaire de prévoir pour ces pays un dégrèvement spécial lors du calcul de leur revenu imposable, dégrèvement qui pourrait varier selon l'importance de leurs recettes en devises. En outre, certains membres du Comité ont estimé que la situation économique des pays sous-développés leur créait des difficultés analogues à celles qui résultent de la désorganisation provoquée par la guerre et ils ont fait valoir que bon nombre d'entre eux avaient une balance des paiements déficitaire.

7. Après avoir longuement examiné la question, le Comité ne s'est pas trouvé en mesure d'accepter les propositions présentées par deux de ses membres et il a décidé de maintenir les conclusions énoncées dans plusieurs de ses précédents rapports et reprises dans son dernier rapport à l'Assemblée générale (seizième session), à savoir:

"1) Que les conséquences de la désorganisation provoquée par la guerre se reflétaient nettement dans les évaluations du revenu national, de sorte que le système de dégrèvement en vigueur tenait déjà compte comme il convenait des dommages subis du fait de la guerre par les pays intéressés;

"2) Qu'il était impossible de prendre en considération d'une façon systématique les difficultés que certains Etats éprouvent à se procurer des devises, bien qu'il fût possible d'en tenir compte pour certains pays³."

8. La principale question dont le Comité s'est occupé est le problème que pose la comparabilité des évaluations du revenu national des Etats Membres qui définissent cette notion comme "le produit matériel net" et de ceux qui utilisent le système de comptabilité nationale de l'Organisation des Nations Unies. Le Comité a noté qu'une question avait été soulevée à la Cinquième Commission, celle de savoir s'il convenait de déduire les impôts sur le chiffre d'affaires perçus dans les Etats Membres qui utilisent la notion de "produit matériel net" des évaluations du revenu national sur lesquelles le Comité s'était fondé en 1961 pour fixer la capacité de paiement de chacun de ces Etats Membres. Le Comité a admis que la nature de ces impôts sur le chiffre d'affaires et leur degré d'analogie avec les impôts indirects perçus dans les autres Etats Membres posaient des problèmes techniques complexes sur lesquels les spécialistes de la théorie de la comptabilité nationale avaient toujours des opinions divergentes.

9. Certains membres du Comité ont souligné que, pour obtenir un degré raisonnable de comparabilité, le Comité devrait utiliser comme critère le produit na-

tional net aux prix du marché et non des évaluations du revenu national au coût des facteurs. Ceci équivaudrait à inclure dans les évaluations relatives aux pays qui utilisent le système de comptabilité nationale de l'Organisation des Nations Unies le montant net des impôts indirects. D'autres membres du Comité ont exprimé l'opinion qu'il y avait des conditions dans lesquelles il ne serait pas juste d'ajouter quelque chose au produit national net au coût des facteurs pour le rendre comparable au produit national net aux prix du marché (y compris le produit non matériel) dans les pays à économie planifiée, puisque les "prix du marché" représentent dans les économies planifiées des prix calculés et non les prix du marché au sens habituel de ce terme. On a fait valoir, en outre, que si l'on ajoutait des impôts indirects aux évaluations du revenu national au coût des facteurs, certains Etats Membres se verraient obligés de déduire de leurs évaluations le montant des dépenses publiques qui sont traitées dans les statistiques comme des revenus distribués par l'Etat. Le Comité a admis que cette question devait être étudiée, elle aussi, lors de l'examen du problème que pose la comparabilité des revenus nationaux. Le Comité a noté que si l'on considérait le produit national net (y compris le produit non matériel) pour les pays socialistes et le produit national net au coût des facteurs pour les autres pays, une certaine disparité entre ces deux ensembles risquerait de subsister, puisqu'il n'était pas possible, sur la base des renseignements disponibles, de fixer, dans le cas des pays socialistes, le chiffre précis pour les éléments qui peuvent correspondre aux impôts indirects perçus dans les pays d'entreprise privée. Le Comité a estimé qu'il n'était pas en mesure, à l'heure actuelle, de prendre une décision quelconque en ce qui concerne le facteur impôts, qui est l'un des divers éléments à prendre en considération dans les calculs, si l'on veut obtenir, pour tous les Etats Membres, des évaluations du revenu national qui soient comparables. Le Comité a estimé que ce problème, comme les autres questions relatives à la comparabilité des évaluations, devrait être étudié de manière plus détaillée et approfondie par des spécialistes. Le Comité recommande donc que le Secrétaire général fasse faire par des experts une étude des divers systèmes de comptabilité nationale en vue d'obtenir un avis autorisé sur tous les problèmes pertinents de comparabilité qui se poseront lors de l'établissement des données statistiques que le Comité utilisera lorsqu'il examinera à nouveau la barème des quotes-parts.

10. Dans son rapport à l'Assemblée générale (seizième session), le Comité a exposé les dispositions qu'il a prises pour améliorer, pour la première fois, le degré de comparabilité des évaluations du revenu national des Etats Membres qui utilisent la notion de "produit matériel net" et des évaluations du revenu national des autres Etats Membres en ajoutant aux premières évaluations une valeur estimative pour les services qui ne sont pas compris dans le "produit matériel net" des pays à économie planifiée⁴. Le Comité a examiné les représentations des Etats qui ont jugé trop élevée, dans certains cas, la valeur estimative que le Comité avait ainsi ajoutée aux évaluations. Des renseignements supplémentaires sur cette question ont été fournis par quatre Etats Membres, qui ont aussi communiqué des chiffres concernant le facteur impôts, sur lequel le Comité a fait des observations au paragraphe 9 ci-dessus. Dans trois cas, les nouvelles données fournies au Comité indiquaient pour la valeur à ajouter aux évaluations

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Supplément No 10 (A/4775 et Corr.1), par. 16.

⁴ Ibid., par. 8.

tions afin de tenir compte du produit non matériel le même chiffre ou un chiffre plus élevé que celui que le Comité avait calculé à sa dernière session. Dans un cas seulement, les nouvelles données indiquaient pour la valeur du produit non matériel un chiffre plus faible que l'estimation du Comité, mais la différence n'aurait pas été assez importante pour entraîner une diminution de la quote-part recommandée par le Comité pour le pays intéressé. Certains membres du Comité ont estimé que les calculs faits, lors de l'établissement du barème des quotes-parts, pour déterminer la quote-part des pays socialistes étaient entachés d'erreurs, du fait que les prix de la production n'avaient pas été exprimés, dans les calculs faits pour établir le revenu national de ces pays, de la même manière que pour les pays non socialistes. Des raisons graves et des faits incontestables justifiaient donc une révision de la contribution des quatre pays en cause, dont la quote-part avait été mal calculée puis considérablement majorée sans motif valable. D'autres membres du Comité ont fait valoir les considérations suivantes : les quotes-parts en question avaient été calculées, en 1961, sur la base des meilleurs renseignements dont le Comité disposait alors ; dans trois des cas considérés, le Comité avait recommandé des pourcentages qui étaient, en fait, légèrement plus faibles que ceux qui auraient découlé des calculs indiqués plus haut ; même si des ajustements se révélaient nécessaires ultérieurement pour tenir compte du facteur impôts, il avait été entendu que cet aspect de la question devait faire l'objet d'une nouvelle étude spécialisée avant que le Comité puisse se prononcer sur ce point ; enfin, les renseignements fournis au Comité sur le produit non matériel ne pouvaient être considérés comme justifiant une réduction des quotes-parts. Le Comité a estimé, tout bien considéré, qu'il serait prématuré d'apporter, eu égard à cet élément, des modifications au barème des quotes-parts, tant qu'un accord plus large ne se serait pas fait sur les notions à utiliser et les calculs à faire, notamment sur les questions qui devaient faire l'objet d'une nouvelle étude spécialisée.

11. Le Comité a aussi examiné d'autres questions qui lui étaient soumises par un certain nombre d'autres Etats Membres et il a conclu qu'il n'y avait pas à modifier pour l'instant les quotes-parts dont il s'agissait.

IV. — QUOTES-PARTS DES NOUVEAUX ETATS MEMBRES

15. Le Comité a examiné les données statistiques disponibles pour les quatre nouveaux Etats Membres admis à l'Organisation au cours de la seizième session de l'Assemblée générale et est parvenu à la conclusion que la quote-part minimum était appropriée dans les quatre cas. Les quotes-parts recommandées pour ces Etats Membres sont donc les suivantes :

	Pourcentage
Mauritanie	0,04
Mongolie	0,04
Sierra Leone	0,04
Tanganyika	0,04

16. La contribution de la Syrie, qui est redevenue Membre distinct de l'Organisation en octobre 1961, avait été calculée conjointement avec celle de la République arabe unie, au taux de 0,30 p. 100 ; elle figure au paragraphe 1 de la résolution 1691 A (XVI), qui indique le barème des quotes-parts pour 1962-1964 approuvé par l'Assemblée générale, avec la note "A ré-

12. En étudiant le barème des quotes-parts, le Comité a examiné les difficultés auxquelles se heurtent les Etats Membres où le revenu par habitant est faible et dont la quote-part est supérieure au minimum de 0,04 p. 100 et il a aussi étudié la question même du minimum fixé pour les quotes-parts et du fardeau qu'il représente pour les pays peu développés. Le Comité a estimé, compte tenu des débats de la Cinquième Commission, qu'il lui faudrait, lorsqu'il réexaminerait le barème des quotes-parts, étudier plus à fond ces questions ainsi que les répercussions générales du principe de la contribution maximum et du principe du maximum par habitant.

13. Deux membres du Comité n'ont pas voulu approuver les paragraphes 5 à 12 ci-dessus et ont présenté sur les questions qui y sont traitées des opinions individuelles qui sont reproduites dans l'annexe I au présent rapport.

14. Le Comité a déploré que le chapitre III du rapport ne puisse être approuvé à l'unanimité et que deux de ses membres aient décidé de présenter leurs opinions individuelles en annexe au rapport. La majorité du Comité a estimé que les paragraphes précédents rendaient bien compte, autant qu'il est possible dans un rapport de ce genre, des opinions de ces deux membres, comme de celles des autres membres. La majorité du Comité s'est sentie obligée de faire observer qu'il n'était pas exact de dire que des membres "refusaient de considérer les aspects pratiques" des problèmes qui ont trait à la désorganisation provoquée par la guerre et à la mesure dans laquelle les membres peuvent se procurer des devises. Les aspects pratiques de ces problèmes ont bien été examinés, mais les suggestions présentées par certains membres du Comité ont paru inacceptables à la majorité. En ce qui concerne la question importante de la comparabilité des statistiques, le Comité a précisé clairement sa position dans les paragraphes 8, 9 et 10 ci-dessus. Le fait que la réunion du groupe d'experts mentionnée au paragraphe 5 n'ait pas eu lieu a été considéré, d'une manière générale, comme l'un des importants facteurs qui ont empêché le Comité de formuler sur ces questions complexes et techniques des conclusions qui recueillent l'assentiment de tous ses membres.

partir entre la Syrie et la République arabe unie dans des proportions à déterminer". Le Comité a examiné les estimations du revenu national disponibles pour les deux Etats séparément et a décidé de recommander que la quote-part de 0,30 p. 100 soit répartie entre eux comme suit :

	Pourcentage
République arabe unie	0,25
Syrie	0,05

17. Etant convenu du pourcentage de base à fixer pour les quatre nouveaux Etats Membres, le Comité s'est demandé s'il y avait lieu d'incorporer immédiatement les pourcentages additionnels dans le barème existant des contributions. Comme il est probable que plusieurs autres nouveaux Etats Membres seront admis pendant la dix-septième session de l'Assemblée générale et compte tenu des conséquences que pourra avoir la nouvelle étude d'experts prévue plus haut, au para-

graphe 9, le Comité recommande que les quotes-parts pour 1962 des quatre nouveaux Etats Membres soient ajoutés aux 100 p. 100 du barème que l'Assemblée générale a adopté pour 1962-1964 et qui figure au para-

graphe 1 du dispositif de la résolution 1691 A (XVI), les contributions à verser par les nouveaux Etats Membres étant calculés sur la même base que dans le cas des autres Etats Membres.

V. — QUOTES-PARTS DES NOUVEAUX ETATS MEMBRES PENDANT L'ANNEE D'ADMISSION

18. En vertu de l'article 5.8 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, "les nouveaux Membres sont tenus d'acquitter une contribution pour l'année au cours de laquelle ils deviennent Membres et de verser leur quote-part des avances au Fonds de roulement, aux taux fixés par l'Assemblée générale". En ce qui concerne la contribution que les nouveaux Etats Membres doivent verser pour l'année de leur admission, l'Assemblée générale a décidé [résolution 69 (I), du 14 décembre 1946] :

"Que les nouveaux Membres seront priés de verser au budget annuel pour l'année au cours de laquelle ils ont été admis une contribution s'élevant à au moins 33 1/3 p. 100 du pourcentage qui leur est affecté dans la répartition prévue pour l'année suivante, en appliquant ce pourcentage au budget de l'année de leur admission."

Cependant, l'Assemblée générale a décidé de faire des exceptions à la règle du tiers et le minimum prescrit a été réduit dans le cas de presque tous les Etats Membres admis depuis 1955, comme l'indique l'état joint en annexe qui donne la proportion de la quote-part attribuée aux nouveaux Etats Membres pour l'année de leur admission (annexe II).

19. Voici les dates d'admission à l'Organisation des nouveaux Etats Membres dont le Comité a examiné le cas :

<i>Etats</i>	<i>Dates d'admission</i>
Mauritanie	27 octobre 1961
Mongolie	27 octobre 1961
Sierra Leone	27 septembre 1961
Tanganyika	14 décembre 1961

Après avoir examiné les divers éléments en jeu et tenu compte des recommandations qu'il avait lui-même formulées par le passé et des décisions antérieures de l'Assemblée générale, le Comité a décidé de recommander que, si l'Assemblée générale était en faveur d'une réduction du minimum prescrit du tiers, la contribution réduite ne soit en tout cas pas inférieure au sixième de la quote-part dont les nouveaux Etats auraient été redevables pour l'année entière.

20. En ce qui concerne les avances des nouveaux Membres au Fonds de roulement, le Comité a décidé de recommander qu'elles correspondent au montant autorisé du Fonds multiplié par la quote-part pour 1962 exprimée en pourcentage et que le total de ces avances vienne s'ajouter au montant autorisé du Fonds en attendant qu'il soit tenu compte des quotes-parts des nouveaux Etats Membres dans les 100 p. 100 du barème.

21. Comme la Syrie est redevenue Membre de l'Organisation en octobre 1961 et n'est pas un nouvel Etat Membre, on compte que le Gouvernement syrien et le Gouvernement de la République arabe unie informeront le Secrétaire général de tout ajustement qui pourrait être nécessaire pour le paiement intégral de leur contribution pour 1961.

VI. — RECOUVREMENT DES CONTRIBUTIONS

22. Le Comité a pris acte d'un rapport du Secrétaire général sur l'état des contributions recouvrées au 16 juillet 1962. Il ressort du rapport qu'à cette date, les soldes non versés étaient les suivants :

	<i>Contributions dues pour 1962 (dollars des E.U.)</i>	<i>Arriérés de contributions dues au titre d'exercices antérieurs (dollars des E.U.)</i>
Budget de l'ONU.....	24 622 559	5 387 584
Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies	5 996 223	25 332 897
Compte <i>ad hoc</i> des Nations Unies pour le Congo	59 457 760	51 480 610
TOTAL	90 076 542	82 201 291

23. Le Comité a estimé devoir une fois encore marquer sa vive inquiétude devant l'importance des contributions non recouvrées, telles qu'elles apparaissent dans le tableau qui précède. Il a exprimé l'espoir que, dans l'intérêt de l'Organisation dans son ensemble, les Etats Membres intéressés ne manqueraient pas de s'acquitter de leurs obligations financières dans les plus brefs délais, que le Secrétaire général s'emploierait encore davantage à recouvrer plus rapidement les contribu-

tions et que ses efforts seraient couronnés de plus de succès.

24. Par sa résolution 1731 (XVI), l'Assemblée générale, reconnaissant qu'elle avait besoin d'un avis juridique autorisé quant aux obligations que la Charte imposait aux Etats Membres touchant le financement des opérations des Nations Unies au Moyen-Orient et au Congo, a décidé de soumettre une question à la Cour internationale de Justice pour qu'elle donne un avis consultatif. La Cour internationale de Justice a fait connaître son avis consultatif à ce sujet le 20 juillet 1962.

25. A ce jour, il n'y a aucun Etat Membre dont le montant des arriérés dus au titre du budget ordinaire soit supérieur au montant des contributions à verser pour la totalité des deux exercices précédents. En revanche, si l'on tient compte des contributions au Compte spécial de la Force d'urgence des Nations Unies et au Compte *ad hoc* pour le Congo, les contributions non recouvrées de quelques Etats Membres dépassent actuellement le total des quotes-parts que l'Assemblée générale a fixées dans leur cas pour 1960 et 1961.

VII. — ETUDE DES DISPOSITIONS EN VUE DE FACILITER LE PAIEMENT DES CONTRIBUTIONS DES ETATS MEMBRES EN DES MONNAIES AUTRES QUE LE DOLLAR DES ETATS-UNIS

26. A sa seizième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution suivante [résolution 1691 B (XVI)] :

"L'Assemblée générale,

"Tenant compte des dispositions de l'article 5.5 du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies ainsi que du système actuel de facilités de paiement des contributions au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis,

"Consciente des difficultés qu'ont de nombreux Etats Membres à se procurer des dollars des Etats-Unis pour payer leurs contributions au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies,

"Tenant compte des paragraphes 17 et 35 du rapport du Comité des contributions,

"Considérant qu'il est souhaitable d'élargir le système actuel de facilités de paiement des contributions,

"Recommande au Comité des contributions :

"a) D'étudier toutes les possibilités d'élargissement du système actuel de facilités de paiement des contributions des Etats Membres au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis;

"b) De présenter à l'Assemblée générale, lors de sa dix-septième session, un rapport détaillé et des recommandations à ce sujet."

DISPOSITIONS ACTUELLES

27. L'article 5.5 du règlement financier dispose que "les contributions annuelles et les avances au Fonds de roulement de l'Organisation sont calculées et versées en dollars des Etats-Unis". Etant donné que certains Membres éprouvent des difficultés à se procurer des dollars des Etats-Unis pour acquitter leurs contributions et que l'ONU est appelée à faire des dépenses en des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis, l'Assemblée générale, dans sa résolution 238 B (III) de 1948, a décidé que nonobstant les dispositions du règlement financier, "le Secrétaire général est habilité à accepter, lorsqu'il le jugera à propos et après avoir consulté le Président du Comité des contributions, qu'une partie des contributions des Etats Membres pour l'année financière 1949 soit versée en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis". L'Assemblée générale a renouvelé cette autorisation pour tous les exercices suivants.

28. Pour décider, chaque année, des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis qui peuvent être acceptées pour le règlement des contributions et pour fixer les montants en cause, il est procédé à une estimation des dépenses possibles dans ces diverses monnaies. Pour déterminer dans quelles monnaies l'Organisation sera appelée à régler ses dépenses, on tient compte surtout de l'emplacement de ses différents bureaux, des commissions économiques, des centres d'information et, enfin, des lieux de mission. Abstraction faite des divers bureaux extérieurs, les principaux chefs de dépenses en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis sont les suivants : transports, travaux d'imprimerie, achats de matériel et de fournitures. Chaque année, le Secrétaire général a fait connaître aux Etats

Membres les monnaies dans lesquelles les contributions annuelles pourraient être acceptées et leur a demandé de lui indiquer s'ils souhaitaient verser des montants dans ces monnaies. Sur la base des réponses reçues et compte tenu des dépenses de l'ONU dans chaque monnaie, des dispositions ont été prises pour offrir aux Etats Membres, dans toute la mesure du possible, la faculté de verser leurs contributions en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis. Chaque année, le Secrétaire général a présenté au Comité des contributions un rapport sur les dispositions prises pour permettre aux Etats Membres de verser une partie de leurs contributions en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis.

29. Les dispositions prises à cet effet en 1962 ont été portées à la connaissance des Etats Membres dans une lettre du Secrétaire général en date du 31 janvier 1962. Cette lettre contenait une liste de neuf monnaies autres que le dollar des Etats-Unis dans lesquelles les versements pouvaient être acceptés et il était demandé aux Etats Membres de faire connaître au Secrétaire général celles de ces monnaies dans lesquelles les gouvernements souhaiteraient faire des versements au titre de leurs contributions pour 1962, ainsi que le montant maximum qu'ils désireraient acquitter dans chaque monnaie et la date approximative à laquelle l'Organisation pouvait compter recevoir la somme ou les sommes en question. Dix-sept Etats Membres ont usé la faculté qui leur était offerte d'acquitter leur contribution en une ou plusieurs des monnaies acceptables autres que le dollar des Etats-Unis et, sur le total de 13 875 000 dollars qui, selon les estimations, étaient nécessaires pour faire face aux dépenses de l'ONU en des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis en 1962, 5 900 000 dollars ont été répartis entre les divers Etats Membres, conformément aux demandes qu'ils avaient présentées.

30. Le Comité a été informé que pour déterminer les montants qui pourraient être acceptés en 1963 en des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis, il faudrait peut-être tenir compte des sommes que les gouvernements verseraient en ces autres monnaies pour payer les obligations de l'ONU qu'ils auront achetées.

MOYENS POSSIBLES D'ÉLARGIR LES DISPOSITIONS EXISTANTES

Paiement en des monnaies librement convertibles

31. A la vingtième session du Comité des contributions, il a été suggéré que l'on envisage la possibilité d'étendre les dispositions actuelles régissant le règlement des contributions en des monnaies autres que le dollar des Etats-Unis pour qu'elles s'appliquent aux devises reconnues comme convertibles par le règlement du Fonds monétaire international.

32. En vertu des dispositions actuelles, les contributions peuvent déjà être versées dans plusieurs monnaies librement convertibles dans lesquelles l'ONU est appelée à régler des dépenses, par exemple en francs belges, en florins néerlandais, en francs français, en livres sterling et en francs suisses, et dans les limites de ces dépenses.

33. Si ces dispositions sont élargies pour s'appliquer à toutes les monnaies librement convertibles, indé-

pendamment des besoins de l'ONU, il faut envisager deux possibilités :

a) Tous les Etats Membres dont la monnaie est librement convertible seraient autorisés à verser leurs contributions à l'ONU dans leur monnaie nationale, ou

b) Tous les Etats Membres seraient autorisés à verser leurs contributions dans toute monnaie librement convertible de leur choix.

34. Jusqu'à présent, la même faculté a été accordée aux Etats Membres de verser une partie de leurs contributions en devises autres que le dollar des Etats-Unis et, dans l'intérêt de la justice, la deuxième possibilité (faculté donnée à tous d'acquitter leurs contributions en une monnaie librement convertible) serait sans doute la meilleure. Au surplus, les Etats Membres dont la monnaie est librement convertible pourraient eux-mêmes, à tout moment, convertir leur monnaie en dollars des Etats-Unis et n'auraient donc aucune difficulté à se procurer les dollars nécessaires pour régler leurs contributions conformément aux dispositions actuelles du règlement financier de l'ONU.

35. Pour évaluer les effets de la deuxième possibilité mentionnée au paragraphe 34 ci-dessus, il faudrait sans doute demander à tous les Etats Membres d'indiquer les monnaies librement convertibles dans lesquelles ils feraient effectivement leurs versements. On peut peut-être tirer une première conclusion des demandes reçues des Etats Membres en vertu des dispositions actuelles qui, le Comité l'a rappelé plus haut, autorisent le paiement en diverses monnaies librement convertibles. Il y a eu très peu de pays — il n'y en a peut-être même eu aucun — qui ont demandé à régler leurs contributions dans les diverses devises proposées, y compris les devises librement convertibles — sauf en francs français et en livres sterling, et il a été possible de faire droit à toutes les demandes dans le cadre des dispositions existantes.

36. Si l'ONU acceptait que les pays versent leurs contributions en devises librement convertibles alors qu'elle n'aurait pas besoin de toutes ces devises, il faudrait, bien entendu, qu'elle les convertisse elle-même en d'autres devises. Il pourrait en résulter des pertes dues aux taux de change et il faudrait donc, dans ce cas, prévoir des dispositions qui garantiraient l'Organisation contre ces pertes, faute de quoi la charge en retomberait sur tous les Etats Membres, qu'ils aient eu ou non l'avantage de verser une partie de leurs contributions en devises autres que le dollar des Etats-Unis.

37. Si l'on acceptait que toutes les contributions soient versées en monnaies librement convertibles, il pourrait aussi en résulter des complications administratives ainsi qu'une réduction du montant des crédits disponibles pour les investissements, du fait de la répartition de nombreux comptes dans différents pays et du maintien de comptes courants en diverses monnaies. En tout état de cause, les principaux facteurs qu'il faudrait prendre en considération pour décider d'élargir les dispositions actuelles de manière qu'elles s'appliquent aux monnaies librement convertibles sont les suivantes :

a) Intérêt que les Etats Membres pourraient avoir à verser leurs contributions dans ces devises ;

b) Garanties qui pourraient être prévues pour protéger l'ONU contre les pertes sur change qui pourraient résulter des versements en ces monnaies.

Utilisation plus large des monnaies non convertibles

38. Ainsi que le Comité l'a signalé plus haut, au paragraphe 28, abstraction faite des dépenses des divers bureaux extérieurs réglables en devises, les principaux postes de dépenses en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis sont les suivants : transports, travaux d'imprimerie et achats de matériel ou de fournitures. Peut-être pourrait-on examiner les moyens de se procurer des services et des fournitures d'autres sources, de manière à étendre le nombre des devises autres que le dollar des Etats-Unis que l'on pourrait accepter et à en augmenter le montant. Cependant, le Comité a reconnu que d'importantes considérations administratives et budgétaires intervenaient dans la politique d'achat et dans la conclusion des contrats de l'Organisation, et qu'il fallait éviter les arrangements non rentables.

39. Il a été suggéré que le Secrétaire général entreprenne une étude sur la possibilité d'offrir aux Etats Membres la faculté de verser une certaine part de leurs contributions dans leurs monnaies nationales non convertibles.

Programmes d'assistance technique

40. Le Comité a étudié la question, soulevée par certains Etats Membres, de savoir si l'on pourrait accepter qu'ils versent la totalité ou une partie de leurs contributions à l'Organisation dans leur monnaie nationale, étant donné que l'Organisation aurait besoin de sommes appréciables pour le financement des programmes d'assistance technique dans leurs pays. On a fait observer que tous les arrangements de cette nature seraient subordonnés à l'accord des responsables des programmes d'assistance technique, car l'acceptation de sommes supplémentaires en monnaie locale en lieu et place de dollars devait être envisagée compte tenu de l'utilisation générale des devises versées pour les programmes.

41. Le Comité a noté que les fonds dont l'ONU et les institutions spécialisées avaient besoin pour le financement en monnaie locale des programmes et projets d'assistance technique étaient, dans une grande mesure, fournis par les contributions volontaires et les contributions en monnaie nationale que les gouvernements intéressés versaient au titre des dépenses locales. Il pouvait arriver cependant que l'on fût obligé de se procurer davantage de fonds en convertissant des dollars ou d'autres devises.

42. Le Comité a exprimé l'espoir que le Secrétaire général, en consultant comme il conviendrait les responsables des programmes d'assistance technique, continuerait d'étudier la possibilité d'utiliser plus largement les monnaies locales dans le domaine de l'assistance technique.

VIII. — BAREME DES QUOTES-PARTS DES INSTITUTIONS SPECIALISEES

43. Par sa résolution 311 B (IV) du 24 novembre 1949, l'Assemblée générale a autorisé le Comité "à faire des recommandations ou à donner des avis au sujet du barème des contributions à toute institution spécialisée qui lui en fera la demande".

44. En vertu de cette autorisation, le Comité a fait connaître aux institutions spécialisées, sur leur demande, les pourcentages des contributions que des pays non membres de l'ONU verseraient probablement s'ils devenaient Membres. En application des dispositions que le Comité a prises conformément à cette même résolution, le Secrétaire général a communiqué aux institutions spécialisées, sur leur demande, des données statistiques et autres renseignements pertinents, notamment la formule utilisée pour calculer le dégrèvement accordé aux pays à faible revenu par habitant, ainsi que d'autres explications touchant les méthodes employées par le Comité.

ANNEXES

ANNEXE I

Opinion dissidente de M. S. Raczkowski (Pologne) et de M. Rochtchine (Union des Républiques socialistes soviétiques)

1. Pour les raisons exposées ci-après, M. Raczkowski et M. Rochtchine se sont abstenus lors du vote sur le chapitre du rapport du Comité intitulé "Examen du barème des quotes-parts pour les exercices 1962-1964".

2. Ils ont fait valoir que l'Assemblée générale, dans sa résolution 1691 A (XVI), avait décidé que le Comité des contributions "examinerait le barème des quotes-parts pour les exercices 1962, 1963 et 1964 compte tenu des débats de la Cinquième Commission à la seizième session ainsi que des renseignements nouveaux qui pourraient lui être fournis". Au cours des débats à la Cinquième Commission, il avait été dit que le barème des quotes-parts présenté par le Comité des contributions avait été mal calculé et contrevenait à d'importantes résolutions de l'Assemblée générale relatives à la répartition des dépenses de l'Organisation. Il avait été dit aussi que l'élaboration du barème des quotes-parts était fondée sur des calculs erronés. Ces calculs étaient faux parce qu'ils reposaient sur la comparaison d'indicateurs économiques qui, en raison de leur nature même, n'étaient pas comparables. En d'autres termes, on avait calculé le revenu national des pays socialistes en prenant en considération les prix du marché pour le produit matériel et le produit non matériel, alors que pour les pays non socialistes on avait tenu compte des prix "au coût des facteurs", qui sont plus bas que les prix du marché parce qu'ils ne comprennent pas les impôts indirects.

3. A la présente session du Comité des contributions, les deux membres précités ont souligné à nouveau qu'il fallait, pour arrêter le barème des quotes-parts, respecter strictement les termes de la résolution adoptée par l'Assemblée générale, à sa première session, sur la question des principaux facteurs à faire entrer en ligne de compte pour répartir les dépenses de l'Organisation. Ces facteurs sont :

"a) Le revenu comparé par habitant ;

"b) La désorganisation temporaire des économies nationales provoquée par la seconde guerre mondiale ;

"c) La mesure dans laquelle les Membres peuvent se procurer des devises étrangères."

[Voir résolution 14 A (I), par. 3.]

4. En fait, malgré les termes de cette résolution de l'Assemblée générale, le Comité, en examinant le barème des quotes-parts, a négligé complètement et sans raison valable les deux derniers des principaux facteurs, à savoir ceux qui sont énoncés sous b et c.

5. Il était impossible, cependant, lorsque l'on établissait le barème des quotes-parts en fonction des estimations du revenu national des Etats Membres de l'ONU pour les exercices 1957-1959, de ne pas tenir compte du fait qu'une certaine proportion du revenu national de divers Etats avait servi à couvrir des dépenses imputables à la seconde guerre mondiale. Les principaux chefs de dépenses à ce titre étaient les suivants : pensions et soins médicaux pour les anciens combattants et les familles des personnes tuées pendant la guerre, bourses d'études pour certaines catégories d'étudiants, frais de scolarité et d'entretien pour les enfants dont le père avait été tué à la guerre, entretien des foyers réservés aux invalides de guerre, etc. Dans la même catégorie de dépenses figuraient encore les frais qu'entraînent la reconstitution du patrimoine de logements détruit pendant la seconde guerre mondiale ainsi

que la reconstruction d'entreprises industrielles, agricoles et autres, du réseau routier, des hôpitaux, des écoles, etc.

6. Parmi les éléments qui permettent de mesurer les répercussions de la seconde guerre mondiale, on peut citer, par exemple, le fait que, d'après le recensement de la population du 15 janvier 1959, le nombre des femmes dépasse maintenant de 20 millions celui des hommes en Union soviétique. Dans le groupe d'âge 35-39, le nombre des femmes dépasse celui des hommes dans une proportion de 56 p. 100 ; dans le groupe d'âge 40-44, cette proportion est de 62 p. 100 et dans le groupe d'âge 45-49, elle est de 60 p. 100.

7. On a fait observer au Comité qu'en Union soviétique, 15 p. 100 environ du revenu national des exercices 1957-1959 avaient servi à satisfaire des besoins qui résultaient des répercussions de la seconde guerre mondiale.

8. Les deux membres précités ont suggéré que l'on prévienne, en calculant le montant des contributions des Etats Membres au budget de l'Organisation des dégrèvements pour tenir compte de la proportion du revenu national qui avait été affectée à des besoins découlant de la seconde guerre mondiale. Les autres membres du Comité n'ont pas voulu, malheureusement, examiner les aspects pratiques de ce problème.

9. Les deux membres précités ont déclaré, en outre, que l'on ne pouvait établir le barème des quotes-parts sans tenir compte d'un autre des facteurs importants mentionnés par l'Assemblée générale, à savoir la mesure dans laquelle les membres peuvent se procurer des devises étrangères.

10. La difficulté que d'autres Etats éprouvent à acquitter en devises leur contribution au budget de l'Organisation n'existe pas pour les Etats-Unis d'Amérique. Comme le Siège de l'Organisation est situé à New York, les Etats-Unis reçoivent de ce fait un apport en devises qui est évalué à une cinquantaine de millions de dollars par an. Un certain nombre de pays occidentaux, où l'excédent des entrées sur les sorties de devises convertibles est considérable, éprouvent beaucoup moins de difficultés à se procurer ces devises que maints autres Etats Membres de l'Organisation. Par contre, les pays dont la monnaie n'est pas convertible ou dont les recettes en devises sont faibles ont beaucoup de mal à se procurer des devises convertibles, en particulier lorsque diverses restrictions empêchent d'autres Etats de commercer avec eux : il faudrait prendre ce facteur en considération pour déterminer la contribution de ces Etats au budget de l'Organisation.

11. Se fondant sur la résolution de l'Assemblée générale mentionnée plus haut, touchant les principaux facteurs à faire entrer en ligne de compte pour répartir les dépenses de l'Organisation, les deux membres précités ont proposé que le Comité des contributions élabore pour les Etats Membres de l'Organisation un coefficient de dégrèvement qui corresponde à la mesure dans laquelle ces Etats éprouvent des difficultés à se procurer des devises étrangères. Ces deux membres ont proposé que ce coefficient soit calculé, pour chaque Etat Membre, en fonction du rapport existant entre, d'une part, le volume des recettes en monnaies convertibles que lui rapportent notamment les exportations et, d'autre part, le montant total de son revenu national. Ils ont proposé, par exemple, que pour les Etats dont les recettes en devises convertibles représentent moins de 1 p. 100 du revenu national, le coefficient de

dégrèvement soit fixé à 20 p. 100 et que pour les Etats dont les recettes en devises représentent moins de 2 p. 100 du revenu national, ce coefficient soit de 10 p. 100.

12. Les deux membres précités ont dû constater, à leur grand regret, que les autres membres du Comité ne voulaient pas examiner les aspects pratiques de ce problème.

13. Ils ont ainsi été amenés à faire observer que le Comité, en dépit des termes de la résolution de l'Assemblée générale concernant la nécessité de prendre en considération les principaux facteurs mentionnés ci-dessus pour rétablir le barème des quotes-parts, négligeait ces facteurs et ne s'acquittait donc pas de sa responsabilité quant à l'application de la résolution de l'Assemblée générale.

14. Le Comité a aussi abordé, au cours des débats, la question du plafond et du pourcentage minimum fixés pour le calcul des contributions de certains Etats. Les deux membres précités ont fait observer que l'établissement de ce plafond et de ce minimum allait à l'encontre du principe fondamental choisi comme critère par l'Assemblée générale, à sa première session, pour le calcul des contributions des Etats Membres au budget de l'Organisation, à savoir que les quotes-parts doivent être calculées en fonction de la capacité de paiement des Etats Membres. Ils ont estimé que la revision de la question du plafond et du minimum était urgente et revêtait une importance primordiale et que toute la situation financière de l'Organisation dépendait de la façon dont cette question serait résolue.

15. Les deux membres ont été d'avis que le Comité devrait, pour se conformer strictement aux directives de l'Assemblée générale, examiner, à sa présente session, les aspects pratiques de la question du plafond et du minimum et élaborer des recommandations précises à cet égard. En même temps, ils ont estimé que la position du Comité, qui s'est déclaré convaincu que cette question devrait être étudiée lors de la prochaine revision du barème des quotes-parts, représentait un progrès sur la voie de la solution de cette question urgente et importante.

16. A sa présente session, le Comité a examiné la question mentionnée ci-dessus, à savoir le fait que les estimations du revenu national utilisées comme critère pour calculer le montant des contributions des Etats Membres au budget de l'Organisation ne sont pas comparables et que les calculs faits pour fixer les contributions sont, en conséquence, inexacts. Pour que le Comité obtienne, pour tous les Etats Membres de l'Organisation, socialistes et non socialistes, des estimations du revenu national qui soient comparables, les deux membres précités ont suggéré que l'on fasse tous les calculs en pre-

nant en considération les prix du marché qui sont des prix comparables. Ils ont proposé à cette fin que les impôts indirects soient inclus dans les estimations du revenu national des pays non socialistes et que le barème des quotes-parts soit révisé en conséquence.

17. Le Comité des contributions a décidé d'ajourner jusqu'à ce que la question ait été étudiée par des experts la revision du barème des quotes-parts rendue nécessaire du fait que les chiffres utilisés pour faire les calculs ne sont pas comparables. Simultanément, le Comité a refusé d'admettre le fait absolument évident que les estimations du revenu national ne sont pas comparables et il s'est borné à reconnaître qu'il existait sans doute entre elles une certaine disparité puisque l'on n'avait pas tenu compte, dans le cas des pays socialistes, des éléments qui correspondent aux impôts indirects existant dans les économies fondées sur l'entreprise privée.

18. Les deux membres précités ont estimé que le Comité, s'il reconnaissait ouvertement que les estimations du revenu national utilisées comme critère pour établir le barème des quotes-parts pour les exercices 1962, 1963 et 1964 ne sont pas comparables, contribuerait à assurer l'élimination rapide d'une anomalie qui fausse l'élaboration du barème, anomalie qui amène le Comité à fixer pour les pays socialistes des quotes-parts dont le montant élevé n'est pas justifié.

19. Les deux membres précités ont donc conclu qu'il fallait, pour éliminer l'anomalie qui fausse l'élaboration du barème des quotes-parts:

a) Prendre en considération les deux principaux facteurs suivants, qui ont été spécifiés par l'Assemblée générale, à sa première session: la désorganisation temporaire des économies nationales provoquée par la seconde guerre mondiale, et la mesure dans laquelle les Membres peuvent se procurer des devises étrangères;

b) Reconsidérer le plafond et le minimum fixés pour les quotes-parts de certains Etats, puisque l'établissement de ce plafond et de ce minimum va à l'encontre du principe fondamental selon lequel les quotes-parts des Etats doivent être calculées en fonction de leur capacité de paiement;

c) Rendre comparables les chiffres utilisés pour établir le barème des quotes-parts, car, s'ils ne sont pas comparables, les calculs sont arbitraires et ne seront pas faits de manière scientifique.

20. Ces mesures permettraient d'éliminer les graves défauts et les inexactitudes que l'on a laissé s'introduire dans l'élaboration du présent barème des quotes-parts et les finances de l'Organisation des Nations Unies se trouveraient, par là même, simplifiées.

ANNEXE II

Proportion de leurs quotes-parts que les nouveaux Etats Membres ont payée l'année de leur admission à l'Organisation

<i>Etats</i>	<i>Date d'admission</i>	<i>Proportion de la quote-part qui a été payée</i>	<i>Etats</i>	<i>Date d'admission</i>	<i>Proportion de la quote-part qui a été payée</i>
1. Afghanistan	19 novembre 1946	1/3	26. Maroc	12 novembre 1956	1/9
2. Islande			27. Soudan		
3. Suède			28. Tunisie		
4. Thaïlande	16 décembre 1946	Néant	29. Japon	18 décembre 1956	1/9
5. Yémen	30 septembre 1947	1/3	30. Ghana	8 mars 1957	1/3
6. Pakistan	30 septembre 1947	*	31. Fédération de Malaisie	17 septembre 1957	1/6
7. Birmanie	19 avril 1948	2/3	32. Guinée	12 décembre 1958	1/9
8. Israël	11 mai 1949	7/12	33. Cameroun	20 septembre 1960	1/9
9. Indonésie	28 septembre 1950	1/3	34. Chypre		
10. Albanie	14 décembre 1955	1/9	35. Congo (Brazzaville)		
11. Autriche			36. Congo (Léopoldville)		
12. Bulgarie			37. Côte-d'Ivoire		
13. Cambodge			38. Dahomey		
14. Ceylan			39. Gabon		
15. Espagne			40. Haute-Volta		
16. Finlande			41. Madagascar		
17. Hongrie			42. Niger		
18. Irlande			43. République centrafricaine		
19. Italie			44. Somalie		
20. Jordanie			45. Tchad		
21. Laos			46. Togo		
22. Libye			47. Mali	28 septembre 1960	1/9
23. Népal			48. Sénégal	28 septembre 1960	1/9
24. Portugal			49. Nigéria	7 octobre 1960	1/9
25. Roumanie					

* Le Gouvernement indien a payé le total des quotes-parts fixées pour l'Inde et le Pakistan pour les exercices 1947 et 1948, sous réserve d'un arrangement intergouvernemental entre les deux Etats.

ADRESSES OÙ LES PUBLICATIONS DE L'ONU SONT EN VENT

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD: VAN SCHAICK'S BOOK STORE (PTY.), LTD.
Church Street, Box 724, Pretoria.

CAMEROUN: LIBRAIRIE DU PEUPLE AFRICAINE
La Gérante, B. P. 1197, Yaoundé.

ÉTHIOPIE: INTERNATIONAL PRESS AGENCY
P. O. Box 120, Addis-Abeba.

GHANA: UNIVERSITY BOOKSHOP
University College of Ghana, Legon, Accra.

MAROC: CENTRE DE DIFFUSION DOCUMENTAIRE
DU B.E.P.I., 8, rue Michaux-Bellaire, Rabat.

RÉPUBLIQUE ARABE UNIE: LIBRAIRIE
"LA RENAISSANCE D'ÉGYPTE"
9 Sh. Adly Pasha, Le Caire.

AMÉRIQUE DU NORD

CANADA: THE QUEEN'S PRINTER
Ottawa, Ontario.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE: SALES SECTION,
UNITED NATIONS, New York.

AMÉRIQUE LATINE

ARGENTINE: EDITORIAL SUDAMERICANA, S. A.
Aisina 500, Buenos Aires.

BOLIVIE: LIBRERIA SELECCIONES
Casilla 972, La Paz.

BRÉSIL: LIVRARIA AGIR
Rua México 98-B, Caixa Postal 3291,
Rio de Janeiro.

CHILI:
EDITORIAL DEL PACIFICO
Ahumada 57, Santiago.

LIBRERIA IVENS
Casilla 205, Santiago.

COLOMBIE: LIBRERIA BÜCHHOLZ
Av. Jiménez de Quesada 8-40, Bogotá.

COSTA RICA: IMPRENTA Y LIBRERIA TREJOS
Apartado 1313, San José.

CUBA: LA CASA BELGA
O'Reilly 455, La Habana.

ÉQUATEUR: LIBRERIA CIENTIFICA
Casilla 362, Guayaquil.

GUATEMALA: SOCIEDAD ECONOMICA-
FINANCIERA
6a Av. 14-33, Ciudad de Guatemala.

HAÏTI: LIBRAIRIE "À LA CARAVELLE"
Port-au-Prince.

HONDURAS: LIBRERIA PANAMERICANA
Tegucigalpa.

MEXIQUE: EDITORIAL HERMES, S. A.
Ignacio Mariscal 41, México, D. F.

PANAMA: JOSE MENENDEZ
Agencia Internacional de Publicaciones,
Apartado 2052, Av. 8A, Sur 21-58, Panamá.

PARAGUAY: AGENCIA DE LIBRERIAS
DE SALVADOR NIZZA
Calle Pte. Franco No. 39-43, Asunción.

PÉROU: LIBRERIA INTERNACIONAL
DEL PERU, S. A., Casilla 1417, Lima.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE: LIBRERIA
DOMINICANA
Mercedes 49, Santo Domingo.

SALVADOR: MANUEL NAVAS Y CIA.
1a. Avenida Sur 37, San Salvador.

URUGUAY: REPRESENTACION DE EDITORIALES,
PROF. H. D'ELIA
Plaza Caganha 1342, 1° piso, Montevideo.

VENEZUELA: LIBRERIA DEL ESTE
Av. Miranda, No. 52, Edf. Gallipán, Caracas.

ASIE

BIRMANIE: CURATOR, GOVT. BOOK DEPOT
Rangoon.

CAMBODGE: ENTREPRISE KHMÈRE DE LIBRAIRIE
Imprimerie & Papeterie, S. à R. L., Phnom-Penh.

CEYLAN: LAKE HOUSE BOOKSHOP
Assoc. Newspapers of Ceylon, P. O. Box 244,
Colombo.

CHINE:
THE WORLD BOOK COMPANY, LTD.
99 Chung King Road, 1st Section, Taipei,
Taiwan.

THE COMMERCIAL PRESS, LTD.
211 Honan Road, Shanghai.

CORÉE (RÉPUBLIQUE DE): EUL-YOO PUBLISHING
CO., LTD.
5, 2-KA, Chongno, Seoul.

HONG-KONG: THE SWINDON BOOK COMPANY
25 Nathan Road, Kowloon.

INDE:
ORIENT LONGMANS
Bombay, Calcutta, Hyderabad, Madras
et New Delhi.

OXFORD BOOK & STATIONERY COMPANY
Calcutta et New Delhi.

P. VARADACHARY & COMPANY
Madras.

INDONÉSIE: PEMBANGUNAN, LTD.
Gunung Sahari 84, Djakarta.

JAPON: MARUZEN COMPANY, LTD.
6 Tori-Nichome, Nihonbashi, Tokyo.

PAKISTAN:
THE PAKISTAN CO-OPERATIVE BOOK SOCIETY
Dacca, East Pakistan.

PUBLISHERS UNITED, LTD.
Lahore.

THOMAS & THOMAS
Karachi.

PHILIPPINES: ALEMAR'S BOOK STORE
769 Rizal Avenue, Manila.

SINGAPOUR: THE CITY BOOK STORE, LTD.
Collyer Quay.

THAÏLANDE: PRAMUAN MIT, LTD.
55 Chakrawat Road, Wat Tuk, Bangkok.

VIÊT-NAM (RÉPUBLIQUE DU): LIBRAIRIE-
PAPETERIE XUÂN THỦ
185, rue Tu-do, B. P. 283, Saigon.

EUROPE

ALLEMAGNE (RÉP. FÉDÉRALE D'):
R. EISENSCHMIDT
Schwanthaler Str. 59, Frankfurt/Main.

ELWERT UND MEURER
Hauptstrasse 101, Berlin-Schöneberg.

ALEXANDER HORN
Spiegelgasse 9, Wiesbaden.

W. E. SAARBACH
Gertrudenstrasse 30, Köln (1).

AUTRICHE:
GEROLD & COMPANY
Graben 31, Wien, 1.

B. WÖLLERSTORFF
Markus Sittikusstrasse 10, Salzburg.

BELGIQUE: AGENCE ET MESSAGERIES
DE LA PRESSE, S. A.
14-22, rue du Persil, Bruxelles.

DANEMARK: EJNAR MUNKSGAARD, LTD.
Nørregade 6, København, K.

ESPAGNE:
LIBRERIA BOSCH
11.Ronda Universidad, Barcelona.

LIBRERIA MUNDI-PRENSA
Castelló 37, Madrid.

FINLANDE: AKATEEMINEN KIRJAKAUPPA
2 Keskuskatu, Helsinki.

FRANCE: ÉDITIONS A. PÉDONE
13, rue Soufflot, Paris (V°).

GRÈCE: LIBRAIRIE KAUFFMANN
28, rue du Stade, Athènes.

IRLANDE: STATIONERY OFFICE
Dublin.

ISLANDE: BÓKAVERZLUN SIGFÚSAR
EYMUNDSSONAR H. F.
Austurstraeti 18, Reykjavík.

ITALIE: LIBRERIA COMMISSIONARIA
SANSONI
Via Gino Capponi 26, Firenze,
et via D.A. Azuni 15/A, Roma.

LUXEMBOURG: LIBRAIRIE J. TRAUSSCH-
SCHUMMER
Place du Théâtre, Luxembourg.

NORVÈGE: JOHAN GRUNDT TANUM
Karl Johansgate, 41, Oslo.

PAYS-BAS: N.V. MARTINUS NIJHOFF
Lange Voorhout 9, 's-Gravenhage.

PORTUGAL: LIVRARIA RODRIGUES & CIA.
186 rua Aurea, Lisboa.

ROYAUME-UNI: H. M. STATIONERY OFFICE
P. O. Box 569, London, S.E.1
(et agences HMSO à Belfast, Birmingham,
Bristol, Cardiff, Edinburgh, Manchester).

SUÈDE: C. E. FRITZE'S KUNGL. HOVBOK-
HANDEL A-B
Fredsgatan 2, Stockholm.

SUISSE:
LIBRAIRIE PAYOT, S. A.
Lausanne, Genève.

HANS RAUNHARDT
Kirchgasse 17, Zürich 1.

TCHÉCOSLOVAQUIE: ČESKOSLOVENSKÝ
SPISOVATEL
Národní Třída 9, Praha 1.

TURQUIE: LIBRAIRIE HACHETTE
469 Istiklal Caddesi, Beyoğlu, Istanbul.

**UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES
SOVIÉTIQUES:**
MEJDOUNARODNAJA KNIGA
Smolenskaja Plochtchad, Moskva.

YOUgoslavie:
CANKARJEVA ZALOŽBA
Ljubljana, Slovenie.

DRŽAVNO PREDUZEĆE
Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27/11,
Beograd.

PROSVJETA
5, Trg Bratstva i Jedinstva, Zagreb.

PROSVETA PUBLISHING HOUSE
Import-Export Division, P. O. Box 559,
Terazije 16/1, Beograd.

MOYEN-ORIENT

IRAK: MACKENZIE'S BOOKSHOP
Baghdad.

ISRAËL: BLUMSTEIN'S BOOKSTORES
35 Allenby Rd. et 48 Nachlat Benjamin St.,
Tel Aviv.

JORDANIE: JOSEPH I. BAHOUS & CO.
Dar-ul-Kutub, Box 66, Amman.

LIBAN: KHAYAT'S COLLEGE BOOK
COOPERATIVE
92-94, rue Bliss, Beyrouth.

Océanie

AUSTRALIE: MELBOURNE UNIVERSITY
PRESS, 369 Lonsdale Street, Melbourne, C.1.

NOUVELLE-ZÉLANDE: UNITED NATIONS
ASSOCIATION OF NEW ZEALAND
C. P. O. 1011, Wellington.

Les commandes et demandes de renseignements émanant de pays où il n'existe pas encore de bureaux de vente peuvent être adressées à la Section des ventes, ONU, New York (É.-U.), ou à la Section des ventes, ONU, Palais des Nations, Genève (Suisse).

Printed in U.S.A.

Price: \$U.S. 0.35; 2/6 stg.; Sw. fr. 1.50
(or equivalent in other currencies)

19113—September 1962—875

[62F1]